



2027. Choisir son ennemi ?

Temps de lecture : 13 minutes

Jean Lefebvre – © Curieuse Agence – 2026

Explorer : Démocratie • Présidentielle 2027 • Polarisation • Complexité • Compromis

Et si nous préparions mal 2027 ?

Dans quelques mois, les Français éliront leur prochain président de la République. Nous chercherons officiellement une femme ou un homme capable de gouverner le pays, de représenter tous les Français, de décider dans l'incertitude, d'affronter des crises que nous ne connaissons pas encore et de tenir ensemble des intérêts nécessairement contradictoires.

Mais pour parvenir jusqu'à l'Élysée, les candidats devront d'abord gagner une campagne. Et une campagne présidentielle ne récompense pas nécessairement les mêmes qualités que l'exercice du pouvoir. La campagne est d'ailleurs déjà là. Les candidatures et stratégies se précisent, les familles politiques cherchent leur champion, les positionnements s'affirment et chacun tente de se distinguer suffisamment tôt pour occuper l'espace. Au sein même du bloc central, la succession d'Emmanuel Macron aiguise déjà les concurrences.

Il faudra exister médiatiquement. Être identifiable. Mobiliser. Se différencier. Transformer des sujets complexes en propositions compréhensibles. Donner envie à ceux qui pensent déjà à peu près comme soi de se déplacer pour voter. Dans un environnement politique saturé, celui qui nuance risque de disparaître derrière celui qui tranche. Et nous-mêmes demanderons rapidement aux candidats : êtes-vous pour ou contre ? De droite ou de gauche ? d'un extrême ou de l'autre ? Avec qui gouvernerez-vous ? Avec qui ne

gouvernerez-vous jamais ? Qui est votre adversaire ? Quelle ligne rouge ne franchirez-vous pas ? Toutes ces questions sont légitimes. Mais leur accumulation peut produire un résultat assez étrange.

Nous allons sélectionner par la compétition celui ou celle dont nous attendrons ensuite qu'il dépasse la compétition.

Nous lui demanderons pendant des mois de prouver qu'il représente mieux son camp que les autres. Puis, au soir de son élection, nous lui demanderons de devenir le Président de tous les Français.

Voilà peut-être l'alerte que 2027 devrait déjà nous adresser.

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) souligne d'ailleurs qu'à l'approche de la présidentielle, le débat se déroule dans un environnement de surabondance informationnelle et de confusion croissante, où la capacité des citoyens à trier, hiérarchiser et interpréter l'information politique devient elle-même un enjeu démocratique.

Nous nous demandons beaucoup **qui** gagnera en 2027.

Nous devrions peut-être nous demander aussi **quel type de dirigeant notre manière de faire campagne est capable de faire émerger.**

J'ai vu le même phénomène autour de tables beaucoup plus petites

Il n'est pas nécessaire d'entrer à l'Élysée pour observer ce mécanisme. Je le rencontre régulièrement dans les organisations et dans les collectivités.

Prenons un projet d'investissement. Le besoin est réel. Certains considèrent qu'il faut agir rapidement : l'équipement manque, les habitants ou les usagers l'attendent, repousser la décision risque d'aggraver la situation. D'autres regardent les finances : l'investissement est possible, peut-être, mais il faut intégrer son financement, les autres projets déjà engagés et les dépenses qu'il produira pendant les vingt prochaines années. À cet instant, nous avons deux regards utiles sur le même problème.

Puis la discussion peut basculer. Les premiers deviennent « ceux qui veulent avancer ». Les autres, « ceux qui freinent ». Ou, selon l'endroit d'où l'on regarde, les premiers deviennent « les dépensiers » et les seconds « les responsables ».

Nous venons de perdre quelque chose. Pas l'information. Pas les convictions. **Nous avons perdu la relation entre les deux.** Car le véritable problème n'était pas de savoir s'il fallait choisir entre répondre au besoin et préserver les finances. Il était de découvrir comment répondre durablement au besoin avec les ressources disponibles.

Je retrouve exactement la même mécanique dans l'opposition entre le social et l'économie. Elle structure une partie considérable de notre débat politique comme si nous devions choisir entre protéger les personnes et produire de la richesse. Mais une politique sociale qui détruirait durablement les ressources nécessaires à son financement finirait par ne plus être sociale. Et une économie qui produirait suffisamment d'exclusion, d'insécurité ou de désespérance finirait par en supporter elle-même le coût. La pensée systémique ne supprime pas ces tensions. Elle refuse simplement de croire qu'il suffit de choisir un côté pour les résoudre.

L'opinion est indispensable. Le camp l'est beaucoup moins.

Il faut éviter ici une fausse piste. Le problème n'est pas que nous ayons des opinions. Une démocratie sans convictions, sans opposition, sans conflit et sans rapports de force ne serait probablement plus une démocratie. Nous devons pouvoir défendre des conceptions radicalement différentes de la société.

L'Angle Mort se trouve ailleurs.

Une opinion dit : « Voilà ce que je pense. » La réflexion devrait pouvoir ajouter : « Voilà pourquoi je le pense. Voilà ce que mon raisonnement ne résout pas. Voilà ce que l'argument adverse m'oblige à regarder. Et voilà éventuellement ce qui pourrait me faire changer d'avis. » C'est précisément cette deuxième partie qui devient difficile.

Notre environnement politique et médiatique récompense beaucoup mieux les positions identifiables que les raisonnements complexes. Une formule circule. Une hésitation beaucoup moins. Une indignation produit une réaction. Une démonstration exige du temps. Dire « ils ont tort » tient en quatre secondes. Expliquer « ils identifient correctement une partie du problème, mais la solution proposée produirait probablement un autre effet » est beaucoup moins spectaculaire.

Personne n'a décidé de supprimer la nuance. Mais nous avons progressivement construit un système dans lequel **elle voyage moins vite**.

Les responsables politiques cherchent la visibilité nécessaire à leur existence électorale. Les médias sélectionnent légitimement ce qui intéressera leur public. Les plateformes privilégient ce qui génère de l'engagement. Les militants relaient ce qui mobilise leur camp. Et nous-mêmes accordons spontanément davantage d'attention à ce qui conforte ou menace notre représentation du monde. Chacun agit de manière assez rationnelle. Le résultat collectif peut l'être beaucoup moins.

Quand le désaccord devient une identité

Une étape supplémentaire est franchie lorsque nous ne classons plus seulement les idées mais les personnes. Parlez de redistribution : une étiquette apparaît. Parlez de compétitivité : une autre. Évoquez l'immigration, l'écologie, l'ordre public, les inégalités ou l'Europe et, parfois avant même que votre raisonnement soit terminé, votre interlocuteur croit déjà savoir où vous ranger.

Les traditions politiques sont évidemment réelles. Les différences idéologiques aussi. Mais lorsque l'étiquette précède l'écoute, nous ne répondons plus vraiment à l'idée formulée.

Nous répondons au camp auquel nous avons assigné celui qui parle. Le débat change alors progressivement de fonction. Il ne sert plus seulement à examiner une question. Il permet de **signaler une appartenance**. À partir de là, reconnaître que l'adversaire a raison sur un point devient politiquement coûteux. Il ne s'agit plus simplement de modifier son analyse. Il faut prendre le risque d'être soupçonné par son propre camp.

Et le compromis devient presque impossible à raconter.

Pourtant, **le compromis démocratique ne consiste pas à renoncer à ses convictions.** Il consiste à reconnaître qu'une décision collective doit intégrer l'existence de plusieurs légitimités contradictoires.

Nous avons peut-être oublié cette distinction. Le compromis est devenu compromission. Le changement d'avis est devenu incohérence. Le doute est devenu faiblesse. La nuance est devenue esquive. Et la capacité à frapper fort est devenue parfois une preuve de conviction.

À moins d'un an de 2027, cette évolution devrait nous inquiéter davantage que les sondages.

Que signifiait vraiment la stature d'un homme ou d'une femme d'État ?

Nous employons moins cette expression aujourd'hui : « homme d'État ». Elle sent un peu les livres d'histoire, les portraits officiels et les grandes phrases prononcées depuis un pupitre. Il serait facile d'en faire une nostalgie. Ce serait une erreur.

Nos anciens dirigeants n'étaient ni plus vertueux par nature, ni exempts de calculs, de violences verbales, d'ambitions ou de divisions. L'histoire politique française ne manque pas de campagnes brutales. Mais l'expression contenait peut-être une idée que nous sommes en train de perdre.

La stature d'un homme ou d'une femme d'État pourrait être la capacité à décider depuis un endroit plus large que son propre camp. Avoir des convictions et parfois les défendre durement. Mais être capable de regarder au-delà de ses électeurs, de la prochaine élection, de la popularité immédiate et même, parfois, de son propre intérêt politique. C'est aussi accepter une réalité particulièrement inconfortable : le pays que l'on gouverne contient des personnes qui ne pensent pas comme soi et dont les intérêts, les valeurs et les inquiétudes restent néanmoins légitimes.

Voilà ce que 2027 devrait nous conduire à examiner. Non pas seulement : « Quel candidat partage le mieux mes convictions ? » Mais : « **À qui accepterais-je de confier également ceux qui ne les partagent pas ?** » Car le Président que nous élirons ne gouvernera pas uniquement ceux qui auront voté pour lui.

La présidentielle sélectionne-t-elle encore les qualités dont la présidence a besoin ?

Voilà le paradoxe le plus préoccupant.

Pour être élu, un candidat doit mobiliser. Pour gouverner, il devra composer.

Pour gagner, il doit se distinguer. Pour gouverner, il devra relier.

Pour convaincre son électorat, il doit rendre ses positions lisibles. Pour gouverner, il rencontrera des situations qui ne respecteront presque jamais la simplicité de son programme.

Pour gagner une campagne, il peut avoir intérêt à montrer ce qui sépare.

Pour exercer la fonction, il devra travailler avec ce qui relie.

Et la fragmentation politique ne disparaîtra probablement pas magiquement après l'élection. Les analyses institutionnelles soulignent déjà qu'un président élu en 2027 pourrait ne pas disposer ensuite d'une majorité parlementaire absolue, ce qui rendrait la recherche de coalitions et de compromis plus déterminante encore.

Nous pourrions donc connaître une situation paradoxale : **sélectionner un Président grâce à sa capacité à incarner une frontière, puis découvrir qu'il ne peut gouverner qu'en la traversant.** C'est ici que l'alerte dépasse largement les candidats.

Car une démocratie finit aussi par produire les dirigeants que son système de sélection récompense. Si nous récompensons la certitude davantage que le questionnement, la confrontation davantage que le compromis, la formule davantage que le raisonnement et la fidélité au camp davantage que la capacité à le dépasser, nous ne pouvons pas ensuite nous étonner que les femmes et les hommes capables de complexité deviennent moins visibles.

Nous réclamons des hommes et des femmes d'État.

Mais sommes-nous encore en train de créer les conditions permettant de les élire ?

2027 ne sera pas seulement leur examen

Il serait très confortable de terminer cette réflexion en adressant une injonction aux candidats : prenez de la hauteur.

Ce serait précisément manquer l'Angle Mort.

Car que faisons-nous lorsqu'un responsable politique dit : « Sur ce point, mon adversaire a raison » ? Que faisons-nous lorsqu'il reconnaît que sa propre proposition présente un risque ? Que faisons-nous lorsqu'il dit : « Je ne sais pas » ? Ou pire encore : « J'ai changé d'avis » ? Le considérons-nous comme responsable ? Ou hésitant, faible, incohérent, traître à son camp ?

Nous voulons des responsables capables de compromis et pouvons sanctionner le compromis. Nous réclamons de la sincérité mais conservons chaque déclaration ancienne pour démontrer la moindre contradiction. Nous voulons des décisions à vingt ans et commentons les courbes de popularité de la semaine.

Le système apprend.

Les politiques aussi.

Cela n'enlève rien à leur responsabilité. Cela ajoute simplement la nôtre.

La présidentielle de 2027 ne sera donc pas seulement l'examen des candidats. **Elle sera aussi l'examen de ce que nous sommes encore capables d'attendre d'eux.**

L'idée en une phrase

Nous rêvons d'hommes et de femmes d'État, mais notre système politique récompense de plus en plus ceux qui savent choisir un camp avant ceux qui savent dépasser les camps.

Comment modifier mon cap ?

Nous pouvons commencer par regarder une proposition avant de regarder son auteur. Une idée n'est pas juste parce qu'elle vient de notre camp, ni fausse parce qu'elle vient de l'autre. À l'approche de 2027, cette distinction apparemment élémentaire pourrait devenir l'un des exercices les plus exigeants de notre vie démocratique.

Nous pouvons aussi réhabiliter une phrase devenue étrangement difficile à prononcer : « Sur ce point, il a raison. » Reconnaître une vérité chez un adversaire n'oblige ni à voter pour lui ni à adopter l'ensemble de son projet. Cela signifie simplement que nous refusons de demander au réel de respecter nos appartenances politiques.

Nous pouvons regarder avec davantage d'attention les candidats capables de tenir ensemble des réalités que le débat oppose facilement : économie et social, sécurité et liberté, écologie et production, solidarité et responsabilité, court terme et long terme. Non parce qu'il faudrait toujours choisir le milieu, mais parce que gouverner consiste rarement à pouvoir supprimer l'un des termes du problème.

Nous pouvons également changer notre regard sur le doute. Un responsable qui hésite devant une situation complexe n'est pas nécessairement indécis. Il peut simplement avoir compris qu'une décision sérieuse possède des conséquences contradictoires. La question intéressante devient alors moins « A-t-il une réponse immédiate ? » que « Est-il capable d'expliquer ce qu'il devra arbitrer ? »

Enfin, nous pouvons considérer le compromis autrement. Il ne s'agit pas de couper systématiquement la poire en deux. Un compromis politique digne de ce nom consiste à construire une solution dans laquelle plusieurs intérêts légitimes peuvent continuer à coexister. Dans une France fragmentée, cette capacité pourrait devenir moins un signe de faiblesse qu'une compétence essentielle pour gouverner.

Mais jusqu'où faut-il aller ? Le discernement ne consiste pas davantage à considérer que toutes les propositions se valent. Comprendre une idée n'oblige pas à l'accepter. Reconnaître la légitimité d'un désaccord n'impose pas de renoncer à ses propres lignes rouges. Une démocratie repose aussi sur des principes que le vote majoritaire ne suffit pas à effacer : l'État de droit, les libertés fondamentales, l'égalité devant la loi, la séparation des pouvoirs, le pluralisme. **Sortir de la logique des camps ne signifie donc pas devenir sans convictions. Cela signifie savoir pourquoi certaines limites sont les nôtres.**

Et 2027 pourrait nous placer devant une situation encore plus inconfortable. Imaginons un second tour opposant deux candidats que nous jugeons, pour des raisons différentes, tous deux extrêmes ou profondément éloignés de nos convictions. La vieille question du « vote utile » ou du « barrage » reviendrait immédiatement. Mais peut-être faudrait-il alors se poser une question plus exigeante que « Lequel est le moins éloigné de mon camp ? » : **lequel des deux projets laisse le plus intacts les conditions qui me permettront demain de continuer à m'opposer à lui ?**

Cette question change beaucoup de choses. Elle ne demande plus seulement quel programme nous préférons. Elle invite à regarder ce qui rend possible l'alternance elle-même : les contre-pouvoirs, l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, les droits de l'opposition, les libertés publiques, la possibilité de contester une décision et, cinq ans plus tard, de remplacer pacifiquement ceux qui gouvernent. **Dans un choix entre deux options que l'on rejette, préserver les règles qui permettront de choisir encore demain peut devenir un critère plus important que choisir celui qui nous ressemble le plus aujourd'hui.**

Et maintenant ?

En 2027, choisirons-nous celui qui représente le mieux notre camp, ou celui auquel nous accepterions de confier aussi ceux qui n'en font pas partie ?

Poursuivre la réflexion

Pierre Rosanvallon — *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, 2006, Seuil. Rosanvallon montre que la démocratie contemporaine ne repose plus seulement sur l'élection mais également sur la surveillance, l'empêchement et le jugement permanent des gouvernants. Cette vigilance est indispensable à la démocratie ; elle peut aussi contribuer à la paralyser lorsqu'aucune décision, aucun compromis et aucun représentant ne parviennent plus à acquérir suffisamment de légitimité.

Edgar Morin — *Penser global. L'homme et son univers*, 2015, Robert Laffont. Morin permet de comprendre pourquoi les grandes oppositions politiques deviennent parfois intellectuellement trompeuses. Social ou économie, liberté ou sécurité, individu ou collectif : le réel relie ce que nos catégories séparent. La pensée complexe n'interdit pas de choisir. Elle demande de comprendre les interdépendances avant de le faire.

Pierre Mendès France — *La République moderne*, 1962, Gallimard. Mendès France défend une conception exigeante de la responsabilité politique : gouverner suppose de choisir, mais aussi d'expliquer les contraintes, de rendre les arbitrages intelligibles et de considérer les citoyens comme capables de comprendre. Il offre une manière particulièrement actuelle de réfléchir à ce que nous appelons encore la stature d'un homme ou d'une femme d'État.

Les principales idées à retenir

- **La présidentielle de 2027 ne sélectionnera pas automatiquement les qualités nécessaires pour gouverner.** Une campagne récompense la capacité à mobiliser et à se distinguer ; l'exercice du pouvoir exigera aussi de relier, arbitrer et composer.
- **La démocratie n'est pas menacée par le désaccord mais par notre incapacité croissante à reconnaître une légitimité à celui avec lequel nous sommes en désaccord.** Lorsque l'adversaire devient un ennemi, le compromis devient presque impossible.
- **La stature d'un homme ou d'une femme d'État ne réside pas dans l'absence de convictions.** Elle apparaît dans la capacité à décider depuis un endroit plus large que son camp et à assumer la responsabilité de ceux qui n'ont pas voté pour soi.
- **Nous participons nous-mêmes au système que nous dénonçons.** Si nous sanctionnons le doute, le changement d'avis, la nuance et le compromis, nous encourageons mécaniquement ceux qui affichent les certitudes les plus simples.
- **En 2027, nous ne choisirons donc pas seulement un candidat.** Nous dirons aussi, par notre manière de l'écouter et de le juger, quel type de responsable politique nous voulons encore rendre possible.